



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**dossier n° DP 033 063 25 01113**

date de dépôt : **14 avril 2025**

demandeur : **Ministère de la Justice, représenté  
par Monsieur BERNOUIN Patrice**

pour : **Façade sur cour: transformation d'une  
fenêtre en porte-fenêtre, au droit des locaux du  
personnel du Rez de jardin.**

adresse terrain : **8 rue Poitevin, à Bordeaux (33000)**

**ARRÊTÉ  
de non-opposition à une déclaration préalable  
au nom de l'État**

**Le Préfet de Gironde,**

Vu la déclaration préalable présentée le 14 avril 2025 par Ministère de la Justice, représenté par Monsieur BERNOUIN Patrice demeurant 13 rue Letellier - CS 92100, Bordeaux (33000) ;

Vu l'objet de la déclaration pour la transformation d'une fenêtre en porte-fenêtre sur la façade sur cour, sur un terrain situé 8 rue Poitevin, à Bordeaux (33000) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme de Bordeaux Métropole en vigueur ;

Vu l'avis favorable de la Mairie de Bordeaux en date du 12/05/2025 ;

Vu l'avis de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 14/05/2025 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait à Bordeaux, le 15 mai 2025

Pour le Préfet, pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer et par délégation  
Le Responsable ADS

Mathieu CAZAUX

**Recommandation de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France :**

Pour permettre une intégration optimale du projet en respectant la composition de cet ensemble architectural de qualité, partie intégrante du tissu urbain ancien de Bordeaux à proximité de monuments historiques, il convient de suivre les recommandations suivantes :

La menuiserie de la porte-fenêtre comportera un soubassement plein en bois de hauteur égale à celle de l'allège supprimée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.